

PALAIS DU LUXEMBOURG ■ Les sénateurs entendent poursuivre leur contrôle des lois et peser dans le débat politique

« Un pouvoir supplémentaire est donné au Sénat »

À l'aube de la rentrée parlementaire et à un an des élections sénatoriales, les trois sénateurs du Loiret nous livrent les enjeux des prochaines semaines.

Entre absence de majorité absolue et corrections d'amendements, ils entendent poursuivre leur rôle.

■ **Jean-Pierre Sueur (PS).** « Il n'y a pas de majorité absolue pour l'exécutif. L'enjeu est de savoir si Emmanuel Macron et Elisabeth Borne vont continuer de s'appuyer sur la droite. De son côté, le Parti socialiste doit garder son identité même si l'union est mieux que la désunion. Le fait qu'il n'y ait pas de majorité absolue n'est pas une catastrophe

car cela donne un pouvoir supplémentaire au Sénat. Je continuerai de défendre la justice sociale. Il faut savoir ne pas en faire trop et il s'agira donc de ma dernière année de sénateur ».

■ **Hugues Saury (LR).** « Le président de la République a décidé de décaler la reprise parlementaire d'un mois pour trouver des consensus, ce qui est assez inhabituel. Le gouvernement semble être plus à l'écoute qu'il ne l'était lors des cinq dernières années. Le rapport de force est différent. Pour le Sénat, l'absence de majorité absolue n'est pas une chose négative. Notre assemblée a déjà fait entendre sa voix



ÉLECTION. Les sénateurs ont été élus en 2017. PHOTO É. MALOT

sur les questions du rachat des RTT et des heures supplémentaires défiscalisées. Le pouvoir d'achat, l'assurance chômage et le problème de transition énergétique sont des sujets attendus. Au-delà des couleurs politiques, le Sénat est une assemblée différente. Je ne pense pas aux prochaines élections sénatoriales. Elles interviendront dans un an et les priorités des Français sont différentes. »

■ **Jean-Noël Cardoux (LR).** « On se retrouve dans un paysage politique particulier mais le rôle du Sénat est renforcé. Du fait de la composition de l'assemblée, LR va arbitrer en permanence. Le président Larcher

a clairement dit qu'il ne souhaitait pas participer à la structure proposée par Emmanuel Macron (*le Conseil national de la refondation*). L'objectif est de former une opposition vigilante et constructive. Il faudra négocier avec l'exécutif. On fera le tri dans ce que propose le gouvernement car tout n'est pas à jeter. Mais, pour le futur, on est dans un monde déboussolé et on peut s'attendre à tout. Le pouvoir d'achat va être l'une des priorités des Français. Après 46 ans de vie politique et à 77 ans, il serait déraisonnable de me présenter aux prochaines élections sénatoriales ». ■

Nicolas Bontron